

# Lutte Ouvrière

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1330 - 31 décembre 1993 - prix : 9 F



GAMMA



AFP

**BONNE ANNÉE  
QUAND MÊME !**



AFP

M6189 - 1330 - 9,00 F



## L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

# BONNE ANNÉE QUAND MÊME !

■ Quand une année se termine, il est tentant de s'interroger sur ce que celle qui vient nous réserve et c'est pourquoi comme il est impossible de lire l'avenir, il est au moins réconfortant de faire des vœux.

Et le vœu que nous ferons c'est, qu'en 1994, on change cette société qui fabrique à tour de bras des chômeurs, des pauvres et des exclus, ici comme aux quatre coins de la planète.

Sinon, à combien d'entre nous cette année 1994 apportera-t-elle le chômage et à combien de ceux qui sont déjà au chômage apportera-t-elle la fin de leurs droits ?

Le système économique dans lequel nous vivons ne permet à personne, ni hommes politiques, ni experts économistes, ni grands financiers ou dirigeants des multinationales, de nous dire de quoi 1994 sera fait sur le plan économique et social.

L'économie, les crises, les fermetures d'entreprises, le chômage sont apparemment aussi imprévisibles pour eux que les inondations. Et les inondations, pour désastreuses qu'elles soient, font finalement beaucoup moins de mal que la crise n'en fait. D'autant que la crise mondiale aggrave toutes les situations ou empêche de leur trouver une solution.

En Russie et en ex-Yougoslavie, quelle que soit l'évolution de la politique intérieure de ces pays, ces peuples, qui auraient

désespérément besoin de sortir de la catastrophe économique où ils se trouvent, ne le pourront pas.

Parce qu'on manque des quelques antibiotiques nécessaires à les guérir, en Afrique, des milliers d'enfants meurent de maladies comme des bronchites qui sont bénignes ici.

En Palestine, où la paix s'est amorcée entre Juifs et Palestiniens, la misère, l'exploitation et le sous-développement paralyseront toute solution à long terme. L'Afrique du Sud qui vient de voir la fin officielle de l'apartheid entre Noirs et Blancs n'est pas prête de voir la fin de la discrimination entre riches et pauvres, entre les propriétaires des mines et ceux qui arrachent les diamants du sol.

En voyant tout cela, nous pourrions nous dire que, malgré le système économique, nous qui vivons ici, nous sommes de relatifs privilégiés.

Nous ne sommes pas des mineurs sud-africains, ni des Indiens du Guatemala massacrés par l'armée ou chassés de leurs terres, ni des Musulmans d'ex-Yougoslavie, massacrés par les milices ou serbes ou croates. Mais est-ce vraiment une consolation ? Et sommes-nous certains qu'un avenir semblable ne nous soit pas promis ?

Alors, rien à espérer de l'avenir ?

Mais si, tout !  
car le monde peut changer.

Il faut sur la Terre, un système

économique plus juste où il n'y ait pas une petite minorité d'immensément riches qui règlent l'économie mondiale à leur façon, en maintenant les trois quarts de l'humanité dans la misère et les autres, à part eux, dans l'incertitude.

Au lieu de fermer des usines, de laisser des champs en friche, de diminuer la production de viande et de lait, il devrait être possible d'utiliser tous les travailleurs disponibles à produire tout ce qui est nécessaire à l'ensemble de l'humanité, des pompes pour le Sahel aux tracteurs pour l'Asie ou l'Amérique latine en passant par des habitations décentes pour tous.

Oui, ce serait possible si la production était organisée en fonction des besoins des hommes et non en fonction des profits d'une minorité.

Changer le monde nous demanderait probablement moins d'efforts et de sacrifices que de supporter la crise, la misère et les guerres qu'on nous impose.

Aujourd'hui on ne sait que faire appel à notre bon cœur, mais si, au lieu de tenter de réparer les dégâts de ce système, on s'attaquait au système lui-même, 1994 et la fin de ce millénaire s'annonceraient peut-être bien meilleurs pour toute l'humanité.

Utopique tout cela ?  
Beaucoup moins que de croire au Père Noël et à la vertu des bougies sur le bord des fenêtres.

## Mer poubelle et ministre bavard

# RAZ DE MARÉE DE DÉCHETS

La tempête de ces derniers jours a rejeté sur les côtes françaises un invraisemblable bric-à-brac de matières et d'objets dangereux. Des détonateurs dont plusieurs milliers ont déjà été récupérés sur le littoral atlantique, des sacs de pesticides sur les côtes du Pas-de-Calais et, sur celles de Vendée, des fûts d'acétone. A cela vient de s'ajouter une mini-marée noire le long de l'île d'Yeu due vraisemblablement au dégazage d'un pétrolier...

Les autorités ont interdit tout le littoral de l'Atlantique et de la Manche, excepté aux éleveurs des coquillages, qui sont donc amenés à prendre des risques. Et l'on voit les forces de l'ordre rechercher les détonateurs au milieu des amas de goémon ou dans les anfractuosités de rochers !

Cette pollution est spectaculaire, mais elle ne fait que s'ajouter à la pollution "ordinaire". Car on trouve, sur les côtes, tous les déchets imaginables, industriels, mais aussi domestiques dus aux plaisanciers, voire aux touristes.

Les causes des pollutions industrielles sont bien connues, même si les coupables ne le sont pas toujours. Il en va du transport maritime comme du transport routier :

pour les patrons il faut gagner du temps, de l'argent, et la sécurité passe souvent après, quand elle n'est pas délibérément sacrifiée. Les armateurs veulent perdre le moins de temps possible dans les ports. C'est ce qui explique le dégazage - c'est-à-dire le nettoyage des citernes des pétroliers - et le rejet des résidus en mer. Pour rentabiliser les navires, les porte-conteneurs sont parfois surchargés de quatre ou cinq rangs de conteneurs superposés sur le pont. En principe ça tient, mais en cas de gros temps il arrive que ça lâche.

Et puis il y a les équipages sous-payés et souvent peu qualifiés des navires sous pavillon de complaisance. Et tout cela s'additionne...

Le ministre de l'Environne-

ment, Michel Barnier, a poussé un "coup de gueule" contre le fait de "transformer nos plages en dépotoirs de produits qui arrivent d'on ne sait où" et il réclame "un renforcement des contrôles et du suivi des bateaux", en particulier pour "savoir exactement quel type de cargaison est transporté". Car pour le moment il n'est pas obligatoire de le déclarer.

Belles et fortes paroles mais qui n'auront pas plus d'effet qu'un coup d'épée dans la mer. D'abord parce que la législation internationale est fort peu contraignante envers les armateurs, et que la France ne peut pas grand-chose pour la modifier. Ensuite, connaître la nature des cargaisons, c'est sans doute mieux que rien, mais cela ne les empêche pas de se



Michel Barnier examinant un détonateur.

déverser dans l'eau en cas de tempête. Et enfin, bien évidemment, les commandants de tankers qui font dégazer en mer n'iront pas le déclarer, de même que ceux qui font du trafic clandestin d'armes (comme c'était d'ailleurs peut-être le cas des fameux détonateurs)

Est-ce à dire qu'il n'y aurait rien à faire ? La déclaration ministérielle laisse entendre que le mal vient "d'on ne sait où". Or il serait tout à fait possible de contrôler tous les navires suspects qui relâchent dans les ports français. D'imposer le dégazage au port de tous les pétroliers qui

déchargent en France et, sinon d'interdire la venue de navires sous pavillons de complaisance, du moins de s'interdire à soi-même d'en user. Or une partie de la flotte française a adopté le pavillon d'opérette, mais bien réel quand même, des îles Kerguelen. Les autorités françaises ne prennent pas ce genre de mesures, qui ne résoudrait sans doute pas tous les problèmes, en particulier ceux qui existent dans les eaux internationales, parce qu'elles sont impuissantes - et complices - devant les lois du marché.

André VICTOR

## Guerre scolaire

# BALLADUR PRÉFÉRERAIT LE SILENCE !

### À BON ENTENDEUR...

Le secrétaire général de l'Enseignement catholique, le père Cloupet, a déclaré que l'enseignement catholique, aidé et encouragé par la révision de la loi Falloux, doit tendre vers la gratuité et se mettre ainsi à la portée de tous les jeunes. Bref l'enseignement catholique entend profiter de l'aubaine pour entrer en croisade et élargir son audience en s'implantant dans les zones difficiles. Mais en gardant son "originalité propre", ce qui signifie, selon les propos de ce père missionnaire, proposer, à travers l'école, "un regard chrétien sur le monde, y compris en mathématiques ou en physique". Comme quoi, presque cinq cents ans après le procès de Galilée, la terre n'a pas beaucoup tourné pour ces gens-là !

Et Cloupet d'ajouter : "Nous n'existons pas pour compenser les problèmes de l'école publique. Nous souhaitons que l'école publique aille bien, mais nous avons autre chose à dire."

Voilà une confession nette à l'adresse de ceux qui pensaient

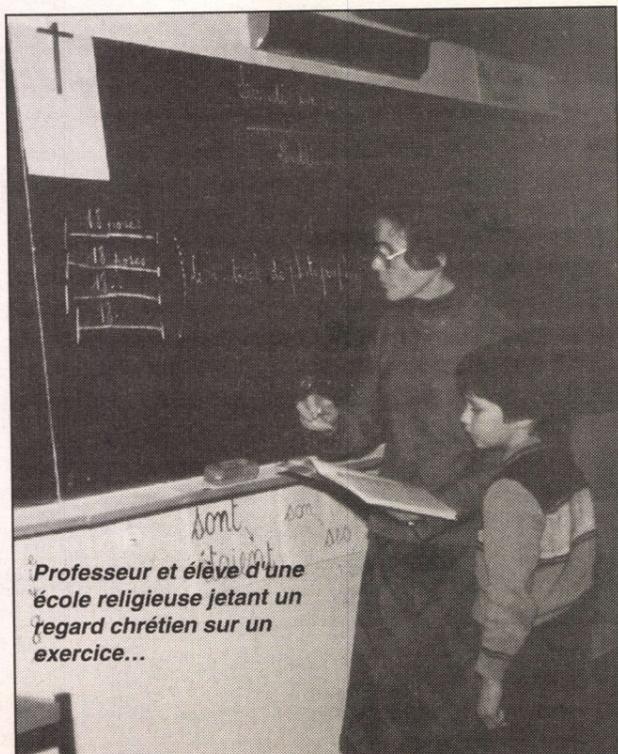
encore que l'enseignement catholique ne diffère pas de l'enseignement public !

Par contre, en ce qui concerne la sécurité dans les écoles privées, sécurité qui fut le prétexte de ce vote "à la hussarde", Cloupet affirme : "Les enfants ne sont pas en danger, n'exagérons rien, le doyen Vedel ne le dit d'ailleurs pas..."

### UNE ENQUÊTE TRÈS DILIGENTÉE

Bref ce fameux rapport Vedel, invoqué pour justifier l'urgence du vote abrogeant les restes de la loi Falloux, apparaît pour ce qu'il est : un prétexte, mal ficelé. Commandé il y a seulement trois mois par le gouvernement, confectionné à la va-vite, il ne procède pas d'un recensement sérieux suivi de vérifications réelles. De fait, la commission Vedel s'est le plus souvent contentée d'envoyer des questionnaires aux responsables des établissements privés, surtout dans les régions où ces établissements privés sont nombreux, en particulier dans l'Ouest. Par ailleurs, dans un certain nombre

de cas, les directions diocésaines ont été associées à cette enquête, à chaque étape des relevés d'information. Ce fut le cas, là encore, dans les académies de Nantes et de Rennes qui scolarisent à elles seules le tiers des effectifs de l'enseignement privé. Et on peut penser que, charité bien ordonnée commençant par soi-même, les responsables interrogés ne se sont pas privés de prêcher pour leur paroisse, d'autant qu'ils n'ignoraient sans doute pas



Professeur et élève d'une école religieuse jetant un regard chrétien sur un exercice...

Vioujard/Gamma

l'utilisation qui serait faite de cette enquête.

### LA SOLUTION : UNE NOUVELLE COMMISSION ?

Face à la vague de critiques, venant y compris de l'épiscopat, comme Decourtray, et surtout face aux réactions très vives des enseignants du secteur public, Balladur cherche à calmer le jeu et propose de nommer une commission chargée de faire le point sur tous les problèmes de sécurité dans les établissements, et privés, et publics. Après coup.

Cette sagesse, ou du moins

cette prudence ne doivent sûrement rien à une quelconque révélation tardive, mais bien plutôt à la crainte que les basses manoeuvres de la majorité ne lui coûtent électoralement plus cher qu'elles ne lui rapportent. C'est pourquoi il essaye maintenant de faire disparaître les instruments du stratagème, sans toutefois revenir sur la décision.

Mais est-ce que ce sera suffisant ? Il risque d'avoir encore du fil à retordre puisque la manifestation du 16 janvier se donne au contraire pour but de dénoncer, avec plus de force encore que le 17 décembre, les conséquences de cette réforme.

Dominique CHABLIS

## DIABLE, QUE CE MONDE EST MERCANTILE !

En Pologne, des vendeurs ambulants se présentant comme des représentants de l'Eglise catholique vendent des hosties non consacrées, privant les curés d'une bonne partie de leurs recettes. Mais comment reconnaître une hostie bénie d'une hostie qui ne l'est pas ?

Désormais les vrais bonimenteurs, ceux qui sont dûment reconnus par l'Eglise, seront munis d'un certificat du curé de la paroisse.

Sur papier bible ?

# PEAU DE CHAGRIN POUR LE PARIS-DAKAR-PARIS



La pub dans le désert... sans doute l'aspect "culturel" de l'affaire.

La seizième édition du rallye Paris-Dakar s'est, pour cette année, transformée en Paris-Dakar-Paris. C'est qu'il n'est plus si simple de silloner l'Afrique du Nord, de jouer à saute-dunes dans le désert saharien.

La Libye est interdite depuis que les Nations Unies ont décrété un embargo à l'encontre de ce pays. L'Algérie avec l'insécurité engendrée par le FIS est trop dangereuse pour être traversée, tout comme le Mali où les Touaregs s'opposent au pouvoir central. Alors, il ne reste que le Maroc, la Mauritanie et le Sénégal. Et encore, pour joindre Dakar, le rallye devra traverser la région du Sahara Occidental, une ancienne colonie espagnole où le Front Polisario s'oppose depuis des années à l'annexion du territoire par le Maroc.

Depuis le mois de septembre 1991 un cessez-le-feu est intervenu entre l'armée marocaine et le Front Polisario. Mais la fragilité de ce cessez-le-feu et les risques liés à la présence de mines peuvent tout de même rendre certains passages incertains. L'armée marocaine

veillera donc, balisant des pistes sûres ; une façon pour elle de montrer sa présence dans une région où elle est fortement contestée.

Lors des premières éditions de ce rallye qui, à ses débuts, avait attiré nombre de personnalités du spectacle, de la télévision et du cinéma, on nous expliquait sans rire que le rallye avait presque un caractère culturel, voire humanitaire. Ces participants allaient paraître à la rencontre des populations locales, les services techniques et médicaux qui suivaient aidaient à soigner ces mêmes populations. Oh, bien sûr, les bolides renverraient parfois un spectateur le long des pistes, mais, comparé à tout ce qu'ils apportaient...

Seulement, ce voile humanitaro-culturel s'est totalement et très vite envolé et le rallye est apparu pour ce qu'il a toujours été : une vulgaire affaire commerciale où les marques automobiles font leur publicité et où quelques concurrents fortunés peuvent espérer un petit frisson d'aventure...

G. L.

## SANS-ABRI MAIS PAS SANS ENNEMIS

Après avoir reçu pour le réveillon la visite émue de Simone Veil, les sans-abri qui avaient installé leur campement avenue de Ségur à Paris, à proximité du ministère de la Santé, ont reçu trois jours plus tard la visite des forces de l'ordre qui les ont embarqués manu militari.

S'agit-il d'un manque de coordination ou, bien au contraire, de cette fameu-

se complémentarité des ministères dont parlait il y a peu Simone Veil ? Une petite larme de la part de Simone, quelques coups de pied au derrière de la part de Pasqua, et voilà les SDF bien servis.

On ne sait d'ailleurs pas ce qui est le plus écoeurant : l'hypocrisie de Veil ou la brutalité de Pasqua. Une chose est sûre, les SDF ne sont vraiment pas à la fête.

## PLUS DE HLM POUR LES PLUS DÉMUNIS ?

Il y a déjà un petit moment que, dans les faits, certains offices de HLM acceptaient parmi leurs locataires des personnes dont les revenus étaient au-dessus du plafond de revenus normalement autorisé. S'il suffisait de fermer les yeux en ne rentrant pas dans le détail de certaines situations familiales pour être sûr de ne pas avoir d'impayés, certains offices ne s'en privaient pas, même si cela écartait d'un logement des familles aux revenus plus faibles.

Cette situation devrait encore s'amplifier. En effet, le gouvernement vient officiellement de relever les plafonds des revenus. Dans la capitale et une trentaine de communes limitrophes, il est remonté de 40% et de 24 à 2% au fur et à mesure que l'on s'éloigne de l'Ile-de-France. Au total, ce sont 100 000 familles qui devraient être intéressées et qui vont rentrer en concurrence avec autant de familles aux revenus plus faibles.

Car, en cette période de pénurie de construction de logements, cette mesure va attirer vers les HLM tous ceux qui avaient du mal à trouver un logement adapté à leurs besoins et dont les revenus étaient trop élevés jusqu'à présent pour y

accéder, au détriment des familles dont les revenus sont les plus bas, d'autant plus qu'aucune mesure n'est prise pour assurer, par exemple, un certain quota de personnes à faibles revenus. Comme seul garde-fou, le ministre du Logement, Hervé de Charette, déclare qu'il fera confiance au "sens de la responsabilité" des HLM. Autant dire qu'il entérine par avance la dégradation des conditions de logement des plus démunis. Car les offices de HLM, en préférant les locataires ayant les meilleurs revenus, se garantiront contre leur hantise, les impayés, et estimeront, en toute bonne foi, exercer leur "sens des responsabilités".

En ces temps où la dégradation des conditions de logement est un des facteurs qui contribuent à multiplier les sans-logis, le gouvernement prétend sans rire qu'il met en place une "réforme favorable aux familles". En réalité il n'a qu'un souci : satisfaire en priorité... les gestionnaires des HLM dont certains sont de très grosses puissances politiques ou financières comme l'Office de la Ville de Paris ou les organismes prescripteurs du 1% patronal qui gèrent des parcs de HLM, et qui consentent à "faire du social", comme ils disent, uniquement si cela leur rapporte.

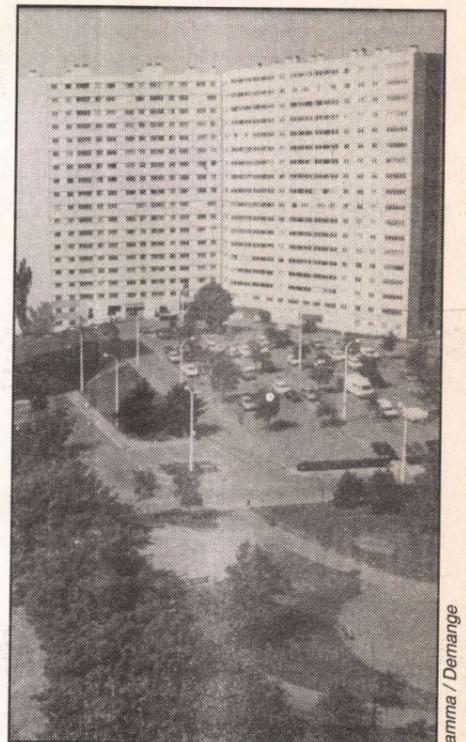
J. F.

## L'immobilier à Paris

### QUAND LA COLLECTIVITÉ AIDE LES PROMOTEURS À SE RECONVERTIR...

Les promoteurs, qui pendant des années ont privilégié la construction de bureaux, jugés plus rentables que des appartements, se retrouvent aujourd'hui avec des milliers de mètres carrés inoccupés et difficilement négociables sur les bras. Ainsi, alors qu'il y a une pénurie de logements en région parisienne, les stocks de bureaux représenteraient plus de cinq millions de mètres carrés et plusieurs années de commercialisation.

D'où pour certains, l'idée de reconverter une partie de ces espaces vides en appartements, avec bien évidemment des aides et des subventions de l'Etat. C'est ce qu'a décidé la RIVP, une société d'économie mixte qui gère déjà plus de 31 000 logements dans Paris, en rachetant pour 45 millions de francs au groupe Victoire un bel hôtel particulier du XVIII<sup>e</sup> siècle dans le 9<sup>e</sup> arrondis-



Gamma / Demange

sement. Moyennant 25 millions de travaux, financés en grande partie avec des prêts avantageux (sans intérêt ou à un taux nettement inférieur à ceux du marché) accordés par la Ville et l'Etat, cet ensemble de 4 400 m<sup>2</sup> devrait offrir d'ici deux ans 53 logements ainsi que quelques ateliers d'artiste et locaux professionnels.

Parallèlement, la RIVP s'est engagée à louer ces appartements luxueux sur la base de 60 F le m<sup>2</sup>, soit un niveau très inférieur aux prix pratiqués actuellement à Paris. Les milliers de mal-logés auraient bien tort de croire au Père Noël, car la Ville de Paris a annoncé qu'elle se réserverait le droit de désigner elle-même les heureux bénéficiaires. Autant dire que les amis de Chirac ont plus de chances que les plus démunis de profiter de cette opération pourtant menée en grande partie avec des fonds publics...

Téléphone

# QUAND UNE PETITE BAISSSE CACHE UNE FORTE HAUSSE

"France Télécom baisse encore le prix du téléphone vers 140 pays" claironne un peu partout l'entreprise française de télécommunications. Seulement, France Télécom se garde bien de préciser dans sa publicité que les tarifs locaux, eux, vont grimper en flèche.

La baisse sur le réseau international est effective depuis le 18 décembre, quant à la nouvelle tarification pour toutes les autres communications, elle entrera en vigueur le 15 janvier prochain.

Pour se justifier France Télécom explique que certaines mesures seraient bénéfiques aux usagers. Outre la baisse sur les appels internationaux, il y aura aussi des diminutions légères sur le réseau national. Le prix d'appel national, par exemple, sera d'une

unité toutes les dix-neuf secondes au lieu de dix-sept secondes actuellement. En outre, les zones dites locales seront élargies. En moyenne explique France Télécom, la plupart des abonnés pourront désormais joindre sept fois plus de personnes qu'auparavant au tarif local. Sauf que dans une même zone locale, le prix d'une communication de six minutes sera doublé - rien moins. En bref, la distance coûtera un peu moins cher, tandis que le temps d'appel sur les petites distances sera de plus en plus et très fortement facturé.

A en croire les dirigeants de France Télécom, la réforme de la tarification ferait perdre de l'argent à la société : 2,5 milliards, soit 2% sur le chiffre d'affaires de 122 milliards réalisé en 1992. Voire !



Coup de téléphone ou coup de barre ?

Cette mesure s'inscrit dans la perspective de la privatisation. La direction de France Télécom invoque pour justifier sa décision la concurrence à venir. On peut déjà constater quelles seront les conséquences de cette privatisation. Parmi les bénéficiaires de la réforme de la tarification se trouvent tous ceux qui travaillent avec l'étranger et en premier lieu les entreprises. Et

pour les autres, tous ceux qui téléphonent pour des raisons personnelles, ce sera un coup de massue dans les factures de téléphone... Mais en fait, ce qui se dessine pour l'avenir, c'est l'effort en direction des secteurs industriels au détriment des particuliers, c'est-à-dire la disparition de ce qui restait encore de service public pour les Télécom.

G. L.

## LE PÈRE NOËL EST UN... BALLADUR

Avec son allure de bonhomme de neige sans neige, Balladur a tenu à Chamonix des propos plutôt réfrigérants sur le chômage. Son ambition, a-t-il déclaré, c'est seulement "d'arrêter la progression du chômage en 1994". Ces paroles ne sont pas nouvelles ; d'autres que Balladur les ont tenues avant lui. Mais enfin, les années passent, le chômage augmente, et les ministres ne parlent plus d'en finir avec le chômage, ni même de le réduire, mais tout au plus de le stabiliser.

Et Balladur ne veut pas "fixer de date", il espère atteindre cette "non progression" en 1994.

Et après, en admettant que cet objectif soit atteint ? Eh bien "si la croissance revient... la décrue s'amorcera" déclare-t-il... Élémentaire mon cher Balladur ! Pas besoin d'être ministre pour trouver cela !

Le Balladur de Noël n'expédie pas des cadeaux mais des boules de neige glacées dans la figure...

A. V.

## ON N'A PAS FINI DE CHANTER LE BLUES DU DENTISTE



Et avec 6% de plus, ça vous fait mal ?

Selon le Centre de recherche en économie de la Santé, un assuré sur cinq déclare ne pas consulter un médecin faute d'argent. Les dentistes arrivent largement en tête de ce triste sondage : 27,2% des patients ne les consultent pas (immédiatement après vient la lunetterie avec 23,2%). Il est vrai qu'en matière de frais dentaires, la comparaison entre les sommes dépensées par les patients et ce qui est remboursé par la Sécurité sociale, n'est guère encourageante : celle-ci ne reverse, en moyenne, qu'un gros tiers des dépenses des assurés (37%).

Les assurés sociaux, surtout parmi les plus démunis, n'ont pas fini d'avoir une dent contre le gouvernement. Insensible à cette situation, le ministre des Affaires sociales, Simone Veil, n'a rien trouvé de plus pressé que d'autoriser les dentistes à augmenter leurs honoraires de 6% !

En 1991, une convention avait été signée entre un précédent gouvernement et les représentants professionnels des dentistes. Mais, en guise de compensation aux faibles niveaux de remboursement, elle avait été gelée, du moins en théorie, car certains praticiens n'avaient pas manqué de la répercuter.

Ce nouveau feu vert à la hausse des honoraires de praticiens va évidemment

contribuer à écarter un peu plus de personnes du fauteuil du dentiste, non pas parce qu'elles remettent toujours à plus tard cette visite souvent pénible mais surtout parce qu'elles ne disposent ni d'un salaire correct ni d'une bonne mutuelle. Il en serait autrement si les remboursements de la Sécurité sociale, pour les dents comme pour les lunettes, n'étaient pas souvent dérisoires.

Mais la santé pour tous n'est pas le souci du gouvernement. Pour Balladur, comme pour Veil, seul compterait le déficit de la Sécurité sociale. En théorie du moins car certains experts ministériels, ou prétendus tels, ont fait remarquer que cette hausse des honoraires des dentistes va amplifier de 600 ou 700 millions de francs ce déficit. Mais comme Balladur n'a aucunement l'intention de s'en prendre au principal creuseur de déficits, le patronat qui diminue les recettes de la Sécurité en licenciant, et qu'il entend aussi flatter certaines couches sociales comme ici les dentistes, il ne lui reste qu'à émettre le voeu plus ou moins pieux contre l'augmentation du déficit.

N'en doutons pas, le gouvernement trouvera là un prétexte de plus à s'en prendre aux assurés sociaux. De quoi attraper la rage, et pas à cause des dents !

J. F.

## Sécurité sociale

- Coût :
- 35 milliards pour les contribuables,
  - 28 milliards pour les assurés sociaux

## DES CHARGES TOUJOURS PLUS LÉGÈRES POUR LES PATRONS

Dans son dernier rapport, la commission des comptes de la Sécurité sociale a évalué le poids des allègements de charges sociales patronales sur la Sécurité sociale, mais également sur les contribuables.

Cette politique d'allègement des charges patronales n'est pas nouvelle. Mais elle s'est amplifiée avec Rocard en 1989. Elle a été poursuivie avec Cresson et Bérégovoy. Balladur n'a eu qu'à l'accélérer encore, constatent les rapporteurs.

Au coût de l'indemnisation des chômeurs de longue durée se sont ajoutées les exonérations de charges patronales concernant les cotisations d'allocations familiales, l'apprentissage, l'emploi des jeunes, l'embauche d'un premier salarié, les contrats emploi-solidarité, les chômeurs créateurs d'entreprise, les embauches à temps partiel, les contrats d'insertion professionnelle.

En 1992, ces cadeaux aux patrons

représentaient près de 14 milliards de francs de rentrées en moins. Ils pèseront 21,5 milliards en 1993 et ils sont déjà estimés à près de 28 milliards en 1994. Qui dit mieux ? Au total, pour 1992, 1993 et 1994, cela représentera pas moins de 63 milliards de francs de cadeaux faits au patronat. Le gouvernement a décidé d'en prendre une partie à la charge de l'Etat - c'est-à-dire des contribuables - soit près de 35 milliards. Quant au reste, 28 milliards, il creusera le déficit de la Sécurité sociale, que l'on demandera aux contribuables et aux assurés de compenser.

Cette exonération des charges offertes au patronat pèse donc doublement sur les mêmes : en tant que contribuables et en tant qu'assurés sociaux. C'est aux travailleurs de faire les efforts pour soulager les patrons. Ce qui n'empêche pas ces derniers de chanter la même rengaine sur les charges toujours trop élevées.

J. F.

**Italie**

# BERLUSCONI LANCE SON MOUVEMENT

Après les récentes élections municipales italiennes, qui ont vu s'affirmer à gauche un pôle dit "progressiste", autour de l'ex-Parti Communiste rebaptisé PDS (Parti Démocratique de la Gauche), et à droite les listes de la Ligue du Nord et du parti néofasciste MSI, le magnat de la télévision privée et de l'édition Berlusconi est descendu dans l'arène.

Déjà, avant le deuxième tour des municipales de Rome, le même Berlusconi avait déclaré que, s'il avait été électeur de cette ville, il aurait voté tranquillement pour le candidat néofasciste Gianfranco Fini, représentant selon lui d'une politique "modérée", "libérale" et "respectueuse de la démocratie".

Mais maintenant il s'agit de préparer les élections législatives anticipées, qui devraient avoir lieu au mois de mars ou d'avril, et dans lesquelles s'appliquera pour la première fois le système électoral majoritaire. Ce fait, ajouté à l'écroulement des partis du centre (démocrates-chrétiens et socialistes) à la suite des révélations sur les pots-de-vin qu'ils ont touchés pendant des années, pourrait entraîner une victoire du pôle de gauche en voie d'organisation autour du PDS.

Voilà qui inquiète Berlusconi, même si le PDS, par la voix de son secrétaire général Occhetto, a promis qu'en cas de victoire il continuerait tout simplement d'appliquer la politique d'austérité déjà mise en œuvre par l'actuel gouvernement. C'est pourquoi Berlusconi a décidé, de son côté, d'organiser le pôle conservateur et de créer son propre mouvement sous le nom de "Forza Italia" ("Allez l'Italie"), cri qu'on est plus habitué jusqu'à présent à entendre dans les stades de football.

"Forza Italia" aurait pour vocation de coiffer les deux mouvements concurrents qui se disputent aujourd'hui les votes de droite et d'extrême-droite : au Nord, la Ligue du Nord d'Umberto Bossi, xénophobe et anti-méridionaliste, et au Sud et au Centre le MSI néofasciste. Leur alliance, au sein de ou avec "Forza Italia", aurait pour but de leur donner un visage de bon aloi, propre à attirer les votes de cet électorat du centre qui, sinon, serait peut-être prêt à voter pour le pôle "progressiste" plutôt que de voter fasciste.

Berlusconi est prêt à lancer son mouvement, en se servant évidemment de ses réseaux de presse, de télévision, ou même du club de foot dont il est le manager, le Milan AC. Son program-

me "libéral" consiste à déclarer qu'il faut que l'Etat et ses impôts coûtent moins cher aux Italiens, ce qui est à première vue séduisant, mais n'empêche pas Berlusconi d'être un de ces grands capitalistes habitués à se servir de l'argent de l'Etat comme si c'était le leur.

De son côté, le secrétaire néofasciste Fini, qui il y a deux ans célébrait encore l'anniversaire de la marche de Rome de Mussolini avec pas de l'oie et salut fasciste, est engagé dans une tentative de reconversion accélérée. Il s'agit de se donner un visage plus présentable : il se déclare désormais non fasciste mais "post-fasciste" car né en 1952, et affirme : "Il y a un an j'étais Le Pen, maintenant je suis Chirac". On a les comparaisons qu'on peut... mais on hésite à trouver celles-ci rassurantes.



Silvio ou Benito ?

Gamma

Voilà donc en tout cas les Fini et les Bossi, qui déjà jusqu'à présent ne semblaient pas manquer d'argent, assurés de bénéficier du soutien, en nature et probablement en espèces, du magnat de l'édition Berlusconi. Celui-ci se charge, si l'on comprend bien, de leur promotion aux prochaines élections, comme il se charge de celle de telle ou telle marque de lessive sur ses chaînes de télévision. Il voudrait semble-t-il mobiliser du côté de ses protégés le "monde des entreprises", et son argent avec, pour des œuvres électorales, en attendant de le faire peut-être un jour pour d'autres, extra-électorales.

En Italie, après la "grande lessive" de ces derniers mois, la politique bourgeoise n'est toujours pas "plus propre".

André FRY

**Chine**

Le centenaire de Mao

La presse occidentale n'allait pas rater l'occasion : la célébration en grande pompe du centenaire de la naissance de Mao a fourni ce qu'il fallait de clichés pour illustrer le "socialisme de marché" prôné par les dirigeants chinois. Et de tourner en dérision – et il y avait de quoi – cette cérémonie officielle se terminant aux accents de l'Internationale pendant laquelle le secrétaire général du Parti Communiste Chinois, en vareuse, vantait la politique économique en cours, faite de privatisations, d'ouverture aux capitaux occidentaux ou japonais, d'enrichissement fulgurant pour une mince couche de privilégiés. Et d'ironiser sur les mondanités de chez Maxim's – mais oui, il y en a un à Pékin – où des serveurs en habit de garde rouge versaient du champagne aux nouveaux millionnaires venus pour fêter à leur façon Mao dont les portraits ornaient les murs.

## UNE FIN D'ANNÉE SOUS LE SIGNE DES MANIFESTATIONS ÉTUDIANTES

Ecoles occupées, nombreuses manifestations de rue : l'Italie a connu en ce mois de décembre de fortes manifestations de la jeunesse des écoles et des universités. La raison directe en était le vote du budget de l'Education et la réforme de l'enseignement lancée par la ministre Rosa Russo Jervolino.

Dans un pays où les écoles sont déjà dans un état de délabrement avancé, il s'agit de rien moins que de diminuer encore le coût pour l'Etat de l'Education nationale et, sous couvert d'une loi sur "l'autonomie" des universités, de rendre leur financement en partie privé. On comprend la colère d'une jeunesse qui vérifie déjà tous les jours, en fréquentant ses établissements scolaires, dans quel mépris les actuels gouvernants du pays tiennent l'éducation.

Il n'y a guère évidemment à compter sur ceux-ci, ni même sur les futurs gouvernants s'ils venaient à changer. Le PDS

(ex-Parti Communiste), qui espère se retrouver au gouvernement à la suite des élections du printemps prochain, est sans doute aussi le parti qui a joué, par le biais de ses organisations de jeunesse, le rôle le plus important dans la mobilisation étudiante. Mais il a en même temps évité de bloquer les projets gouvernementaux, votant même une loi déléguant au gouvernement la charge d'organiser "l'autonomie" des universités. Son calcul est que le mieux pour lui est de faire passer dès maintenant le plus grand nombre possible de lois d'austérité : ce sera autant de moins dont il aura à assumer la responsabilité s'il vient au gouvernement dans quelques mois.

Alors la jeunesse des écoles italiennes – et pas seulement elle – aura encore à descendre dans la rue... avec ce gouvernement comme avec ceux qui pourraient le suivre.

A. F.



Manifestation à Rome le 11 décembre.

**LA FAUTE AU COMMUNISME ?**

En somme, la Chine compléterait à sa façon la Russie. Ici, les dirigeants ont jeté le communisme aux orties. Là, ils s'y cramponnent, mais dans les deux cas leur communisme sombre dans le ridicule.

Et bien entendu, si la Chine a connu des malheurs aux cours des dernières décennies : échecs écono-

# PETIT LIVRE ROUGE... ET PETITS FOURS

aire  
do

miques, les horreurs de la "révolution culturelle", la répression de Tien An Men, c'est la faute, expliquent ces commentateurs, au communisme. Si en revanche l'espoir se lève aujourd'hui ; si l'économie chinoise connaîtrait depuis peu une croissance aussi subite qu'explosive, c'est que Deng Xiaoping, successeur de Mao, a eu l'intelligence de limiter le discours communiste au domaine politique et laisser en économie bride abattue au capitalisme. La parenthèse maoïste, c'est-à-dire communiste, étant en passe d'être fermée, la Chine retrouverait donc avec bonheur ce capitalisme qui ne peut évidemment lui réserver que des lendemains de grandeur et de progrès économiques.

**MAO  
A MIS EN  
PLACE UN  
ÉTAT  
NATIONAL**

Comme si la Chine d'avant Mao ; la Chine qui avait été ouverte à la "civilisation capitaliste" par des guerres menées pour imposer la consommation de l'opium ; la Chine pillée sous la surveillance des canonnières des puissances

impérialistes ; la Chine des seigneurs de guerre ; la Chine des grandes famines et des révoltes paysannes noyées dans le sang ; comme si cette Chine-là n'avait jamais existé ! Comme si l'Inde, ce voisin presque aussi peuplé, mais dont les dirigeants n'ont jamais fait semblant d'être communistes, n'avait pas connu, au cours des dernières décennies, des horreurs semblables à celles de la Chine maoïste, avec quelques horreurs en plus, comme le système des castes ou les massacres religieux ! Et comme si les deux pays n'étaient pas restés, l'un comme l'autre, des pays sous-développés.

Cela étant dit, la Chine n'a jamais rien eu à voir avec le communisme. Deng Xiaoping, lorsqu'il se revendique de Mao, est moins filou ou moins hypocrite que ne le présente la presse occidentale. Il n'adule pas en parole le défunt grand timonier dans l'unique but de mieux le renier dans les faits.

Car Mao ne s'était pas battu pour le communisme, c'est-à-dire

pour la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme, pour une réorganisation de l'économie à l'échelle du monde ayant pour but l'utilisation des moyens de production en fonction des besoins de tous et pas en fonction des profits d'une minorité. Mao s'est battu pour que la Chine ait droit à un Etat national qui en soit un, et pas une simple agence méprisée des grandes puissances. Et ce n'est pas la même chose.

La bourgeoisie chinoise aurait des raisons d'être reconnaissante à Mao. Celui-ci lui a laissé en héritage un pays unifié, une armée, une administration, un appareil d'Etat qui en était un, en effet, et qui n'était pas sous le contrôle de l'étranger.

entendu, masses pauvres, aux plus offrants, c'est-à-dire aux groupes impérialistes attirés par des salaires chinois qui représentent le cinquième, voire moins, de ceux payés en Corée du Sud, à Taiwan ou à Hong Kong, pourtant déjà fort bas.

L'accroissement "miraculeux" de la production depuis l'ouverture de la Chine aux capitaux étrangers a été impulsé pour une large part par les zones franches autour du triangle Canton, Macao, Hong Kong. Dans ces versions modernisées des anciennes concessions, sous la protection des autorités chinoises qui les font bénéficier de nombre d'avantages, des sociétés à capitaux occidentaux ou japonais bâtissent à la hâte des entreprises pour faire travailler dix, douze voire quatorze heures par jour des ouvrières et des ouvriers qui leur sont livrés pour des salaires de 160

à 200 F par mois. Sur des fabrications qui demandent beaucoup de main-d'œuvre, cela rapporte beaucoup et en peu de temps. Et cela laisse des retombées pour une petite bourgeoisie locale avide de s'enrichir. Le "socialisme de marché" c'est la liberté laissée à cette couche d'"entreprendre", de monter des affaires, seuls ou, mieux encore, en tant que commanditaires, même en dehors des zones franches. Et le "miracle", c'est que, pour l'instant, les capitaux qui trouvent les salaires de la Corée du Sud trop élevés et leurs ouvriers trop revendicatifs, font un tour en Chine du Sud.

Combien de temps durera ce "miracle" ? Ses bénéficiaires ne se posent pas ce genre de question. Ils essayent de faire le maximum d'argent dans un minimum de temps. Ils laissent les commentateurs, souvent d'autant plus stupides que bardés de diplômes, expliquer sur les antennes que la Chine sera l'une des trois ou quatre grandes puissances économiques de demain.

Pour l'instant, le "miracle économique" censé aboutir à ce résultat laisse la Chine avec un produit national par habitant du même ordre que celui de la Zambie. A l'enrichissement d'une couche de privilégiés répond l'accroissement de la masse de paysans chassés des campagnes à la recherche d'un travail d'autant plus hypothétique dans les villes que les ouvriers de souche font eux-mêmes connaissance avec le chômage. Les uns comme les autres assistent à la destruction dans les faits de la législation sociale qui, fût-ce peu, protégeait les travailleurs.

Ce qu'on peut espérer, c'est que l'exploitation désormais pratiquée sans fausse honte et l'aggravation des inégalités sociales conduisent la classe ouvrière chinoise à retrouver la combativité dont elle a su faire preuve lors de sa première jeunesse. Et cette combativité était grande. Même la dictature, se prétendant "communiste" ou pas, ne suffira plus alors pour que le capital soit assuré de la pérennité de ses super-profits.

Georges KALDY



Partisans de Mao promenant le portrait du "Grand Timonier" dans les rues de Shanghai.

**DERRIÈRE  
LE "MIRACLE"  
CHINOIS, LA  
SUREXPLOI-  
TATION**

Ce que la bourgeoisie chinoise fera de cet héritage, c'est autre chose. Car cette bourgeoisie, qu'elle soit "rouge", issue de la nomenclature maoïste, ou qu'elle vienne d'anciennes lignées de bourgeois chinois, sortant de l'ombre ou revenant de Hong Kong, de Taiwan ou de Singapour, vise l'enrichissement rapide. Elle redeviendra vite ce qu'elle avait été, une bourgeoisie compradore, prête à vendre père, mère, Etat national et, bien

Roger Viollet



Européen à Pékin en 1907. La Chine d'avant Mao n'était pas le "pays du lait et du miel".



Dans une usine américaine, à Pékin.

Anderson / Gamma



Jirinovski, l'apprenti Führer ?

# Russie ELTSINE ET LE FONDS DE COMMERCE NATIONALISTE



Eltsine a déjà tendu la main à l'extrême-droite.

Relevant les succès électoraux remportés par la démagogie nationaliste et xénophobe de Jirinovski, bien des journaux occidentaux l'ont désigné comme un candidat-Führer à la russe. Il serait l'antithèse, laissent-ils entendre, d'un Eltsine auquel allaient les préférences des gouvernements occidentaux qui lui renouvellent depuis des mois, les yeux fermés, un brevet ès démocratie. Ce parti pris explique que les mêmes journaux aient peu insisté sur le fait que, de tous les partis en compétition électorale, un seul soutenait le projet eltsinien de

constitution dit "démocratique"... celui de Jirinovski.

De même, si la presse s'est dite fort inquiète du danger que représenterait Jirinovski, elle a été plus discrète sur les premiers décrets post-électoraux signés par Eltsine. Et pour cause : ces oukases semblent tout droit sortis du stylo de Jirinovski. Ils visent en effet à rendre plus difficile d'entrer sur le territoire russe aux ressortissants et réfugiés des Républiques ex-soviétiques, et à instaurer une priorité à l'embauche pour les citoyens russes, avec des amendes à

la clé pour les entreprises qui ne s'y plieraient pas.

Eltsine n'a pas attendu Jirinovski pour donner dans la démagogie nationaliste et xénophobe. Il témoigne en cela d'une certaine constance. En 1986, à peine nommé "patron" du Parti Communiste, alors unique, à Moscou, par Gorbatchev, Eltsine avait cherché à s'attirer les bonnes grâces du principal mouvement d'extrême-droite et antisémite, Pamiat, recevant ses dirigeants et autorisant ses manifestations. Plus récemment, juste après le bombardement du Parlement, en octobre

dernier, Eltsine et d'autres politiciens dits "démocrates" avaient lancé une chasse au faciès à Moscou et Saint-Petersbourg, présentant les "gens du Sud" (Caucasiens, Asiatiques) comme responsables de tous les maux.

Aujourd'hui, Eltsine récidive. Là-bas (comme ici, d'ailleurs) parler de "préférence nationale à l'embauche", c'est chercher à faire oublier aux travailleurs qu'ils vivent de plus en plus mal de leur travail, que le chômage les menace et surtout quels sont les vrais responsables de cette situation.

Bien sûr, les politiciens qui font profession d'une telle démagogie espèrent en tirer, comme Jirinovski, des dividendes électoraux. Mais, dans un pays multinational déchiré, dépecé et pillé comme l'est la Russie par la bureaucratie et une bourgeoisie renaissante, c'est aussi, de la part des Eltsine et avec l'aveuglement complice de "démocraties" occidentales dites civilisées, pousser délibérément la population dans une voie qui est celle de l'ex-Yougoslavie. Avec des conséquences que personne ne peut mesurer, mais qui pourraient être tragiques pour l'avenir.

## DES GRÈVES DES MINEURS...

La période électorale, en Russie, a été marquée par des grèves importantes. Les mineurs réclamaient des augmentations de salaire, une amélioration de l'approvisionnement et des services publics dans leurs régions.

Dans les mines de Vorkouta, 12 puits se mirent en grève, malgré des négociations menées par le Premier ministre en personne et des promesses réitérées mais jugées insuffisantes par certains mineurs, malgré, aussi, l'attitude

de "compréhensive" vis-à-vis du gouvernement des dirigeants des NPG (le Syndicat Indépendant des Mineurs). A Severoouralsk : menace de grève de la part des dirigeants du NPG, puis recul de leur part mais grève maintenue par les mineurs de bauxite. A Norilsk (Sibérie orientale), des mineurs en grève ont formé leurs propres comités de grève. Dans le Kouzbass, 50 000 mineurs auraient aussi arrêté le travail.

Que les mineurs (et plus largement les travailleurs) aient profité d'une période électorale où le pouvoir se sent plus fragile, cela n'a rien d'étonnant (d'ailleurs, comme avant chaque élection, Eltsine a multiplié les augmentations de salaires, de subventions, sans compter les promesses diverses et variées). Il n'est pas surprenant non plus que certains politiciens tentent de se servir de ces luttes. Charipov, le président du NPG de

Kouzbass, était aussi candidat sur les listes du parti du maire de Léningrad-Saint-Petersbourg, Sobtchak, et de l'ancien maire de Moscou, Popov, des gens qui, même de loin, n'ont rien mais vraiment rien à voir avec les intérêts des travailleurs.

Mais les petites manœuvres préélectorales de ces gens-là ont peut-être été un peu trop voyantes, et cela pourrait expliquer que malgré le retrait de mots d'ordre de grève de leur

part, les mineurs soient quand même entrés en lutte.

Et les *Izvestia* - un journal qui soutient Eltsine, Gaïdar et leur politique anti-ouvrière - ne croyaient pas si bien dire quand, récemment, elles titraient à la Une : "On ne sort pas facilement d'une ambiance gréviste", car, dans certaines localités, une semaine après les élections, les grèves continuaient.

P. L.

## ... À CELLE DES BANQUIERS

Qui l'eût cru : la profession de banquier est un métier à risque ; en Russie, en tout cas. Ainsi, début décembre, les *Izvestia* titraient à la Une : "Les banquiers déclarent la grève et réclament le remplacement de la direction du ministère de l'Intérieur et celui de la Sécurité".

La cause en est, apparemment, l'incapacité de ces deux ministères à protéger les banquiers des rackets et meurtres. L'"action de protestation" s'est déroulée dans les organismes fi-

nanciers, à l'appel des directions, le 8 décembre, jour de l'enterrement du président de la Rosselskbank, un certain Likhatchev, dont les journaux disaient qu'il avait été "révolvérisé" par des inconnus.

Même si ce n'est pas de façon aussi spectaculaire et groupée qu'à Moscou où, en avril dernier, trois banquiers avaient été abattus à la mitrailleuse dans leur bureau tandis que des hommes de main faisaient voler en éclats la Mercedes de trois

"hommes d'affaires", les morts violentes de banquiers ou autres affairistes ne sont d'ailleurs pas rares. A tel point que les journaux, même quand ils en publient la liste sur toute une page, ne présentent comme des victimes que celles qui n'avaient aucun rapport (connu) avec les mafias diverses et variées.

Que les gangsters (les "businessmen" comme ils s'aiment à s'appeler) s'entre-tuent, après tout, cela ne serait pas gênant. Mais cette décomposition, cette

gangstérisation contaminent toute la vie économique. Ainsi, la semaine de la "grève" des banquiers, la presse russe publia, à l'occasion d'un séminaire gouvernemental sur la "criminalité économique", une liste impressionnante de "crimes économiques" des bureaucrates-"hommes d'affaires"-gangsters. Cela va du vol de kilomètres de câbles téléphoniques (coupant ainsi des villes entières du monde extérieur) à l'exportation illégale de dizaines de milliers de

tonnes de métaux précieux, dont les revenus vont ensuite se cacher dans des coffres-forts de banques occidentales, ou au démantèlement d'entreprises pour en revendre les quelques morceaux facilement négociables.

Evidemment, ces trafics sont si juteux pour leurs auteurs, que la lutte pour le contrôle du pillage prend, de plus en plus, des airs de Chicago des années trente... la richesse des Etats-Unis en moins.

P. L.

Dans les hôpitaux

# AMPUTATIONS AUX URGENCES

La direction de l'hôpital Paul-Brousse à Villejuif se prépare à fermer son service des Urgences, dans un premier temps la nuit et les jours fériés, dès janvier 1994. A court terme, c'est son existence même qui est en jeu : que peut bien vouloir dire en effet un service d'urgences qui ne fonctionne qu'en journée ?

Parmi les arguments de la direction, il y a la faible fréquentation du service : 7 000 passages en 1992, bien que ce chiffre soit en augmentation régulière. Mais si l'on réduit l'activité du service, quels seront alors les chiffres fin 1994 ?

Autre argument : le manque de "sécurité" du service, lié en particulier au manque de médecins. Mais ce n'est pas une décision d'embauche que prend la direction !

La direction de l'AP-HP, dont fait partie Paul-Brousse, ne fait qu'anticiper en fait sur le plan de "restructuration des Urgences" annoncé mercredi 8 décembre dernier par Douste-Blazy, le ministre de la Santé. Ce plan vise à créer deux types de services d'urgences : les Anacor (Antennes d'accueil et d'orientation) qui ne traiteraient plus que les urgences légères et orienteraient les autres vers les Services d'accueil des urgences, les SAU, plus spécialisés et mieux équipés.

## LES URGENCES : PAS PRIORITAIRES !

Tous les services d'urgences des hôpitaux seront évalués et devront devenir soit

une Anacor, soit un SAU, soit... disparaître. Les critères seront essentiellement budgétaires. Gérard Vincent, directeur des Hôpitaux, déclarait récemment : "Pour les services qui réalisent moins de 2 000 passages par an, cette activité est marginale. Pour ceux qui font entre 2 000 et 10 000 passages par an, cela dépend de la localisation de l'établissement. A partir de 10 000 passages par an, les services d'urgences sont assurés de la pérennité". On le voit, l'essentiel est de rentabiliser les équipements existants, et non pas de les développer : c'est la logique d'entreprise capitaliste. Les Urgences de Paul-Brousse ont été "évaluées" par la direction de l'AP : avec ses 7 000 passages par an, ce service a été jugé trop près du CHU Bicêtre, qui réalise 26 000 passages par an.

A Bicêtre, cette perspective inquiète le personnel ! Si Paul-Brousse ferme ses Urgences, cela voudra dire une augmentation de travail sans embauche équivalente. Quant à la "sécurité", là aussi il y a problème. La nuit, justement, il y a deux internes aux Urgences : un interne de chirurgie, qui est amené à intervenir au bloc opératoire, et un interne de médecine, qui doit répondre en même temps aux appels de tous les services de médecine de l'hôpital.

## LES PLUS PAUVRES MENACÉS...

Les Urgences de l'AP-HP sont aujourd'hui de plus en plus fréquentées : 668 000 passages en 1991 dans les 25 sites d'urgences, 727 000 en 1992. Elles sont devenues un moyen d'accès relativement facile aux soins pour une partie croissante de la population, souvent la partie la plus pauvre, celle qui hésite à faire l'avance de la consultation d'un généraliste ou d'un spécialiste.

La restructuration risque

bien d'écarter cette partie de la population parisienne. C'est déjà le cas pour les plus démunis comme les "sans domicile fixe", ceux qui n'ont pas de papiers ou de prise en charge : certains établissements les refoulent, appliquant les consignes de la direction centrale, qui ne veut plus admettre que des malades pouvant payer (soit eux-mêmes, soit par l'intermédiaire d'une Caisse quelconque).

## ... LES PERSONNELS AUSSI !

Le personnel des hôpitaux est visé d'abord par les suppressions de postes. Mais aussi par les effets indirects : les hospitalisations après passage aux Urgences représentent 40% des admissions dans les hôpitaux publics, en moyen-



Gamma/Métron

ne. Mais si, pour les Centres Hospitaliers Régionaux, ce chiffre n'est que de 27%, en revanche pour les Centres Hospitaliers il est de 47%. C'est dire l'importance des services d'urgences de ces petits et moyens hôpitaux. Et ce sont justement les services d'urgences de ces établissements qui risquent de faire les frais de la restructuration.

Ce "plan sur les Urgences" s'ajoute à une loi votée au Parlement récemment et qui donne plus de pouvoirs aux préfets pour fermer des lits. Et le taux directeur (le pourcentage d'augmentation autorisé des dépenses des hôpitaux) est

passé de + 5,15% en 1993 à + 3,35% en 1994 : un "taux restructurant", comme dit un représentant du ministère de la Santé, c'est-à-dire un taux qui ne peut être respecté qu'avec des réductions d'effectifs !

Cette "restructuration" des hôpitaux qui se profile vise directement les dépenses de personnel, qui représentent 70 à 75% du budget des hôpitaux. Après avoir rogné sur les médicaments, sur les matériels médicaux et hôteliers, c'est au personnel que veut s'en prendre le gouvernement.

Correspondant LO

## Hôpital Saint-André (Bordeaux)

# DES DÉBRAYAGES POUR LES 35 HEURES DE NUIT

Depuis le 14 décembre, les deux équipes de nuit de l'hôpital Saint-André de Bordeaux font grève une heure chaque soir. A l'initiative de la CGT, pour l'application des 35 heures de nuit sans modification des horaires de jour et avec les embauches correspondantes.

Depuis le 1er décembre la direction du CHR a "accordé" 37 h 40 par semaine sous la forme d'un quart d'heure de moins par nuit, ce qui réduit le temps de chevauchement et de transmissions. Non seulement on est loin des 35 heures, mais ce quart d'heure mécontente tout le monde.

Aussi, mardi 14 décembre, premier jour de grève, nous sommes allés à une cin-

quantaine de grévistes des deux roulements (sur un effectif total de 140) rendre visite au directeur du CHR, dont la villa de fonction se trouve dans le parc de l'Hôpital-Sud. Comme il était 20 h 30, ce monsieur nous a fait savoir qu'il n'était pas disponible en dehors de ses heures de travail... La plupart d'entre nous, qui travaillons toujours de nuit, ont beaucoup apprécié... Depuis, la grève d'une heure est reconduite chaque soir.

Lundi 20, à 15 heures cette fois, nous sommes allés voir le directeur de Saint-André, à la suite d'une assemblée où nous nous sommes retrouvés 80, dont une trentaine de personnel de jour. Là, pendant près d'une

heure, nous avons fait entendre nos revendications et, par la même occasion, dénoncé les assignations systématiques de la direction.

En effet, pour elle, c'est très simple : elle nous "assigne" quasiment tous et jusqu'à cinq jours à l'avance ! Tout au long de nos interventions, le directeur s'est retranché derrière "les autorités", cherchant à se montrer serein. Mais le soir même, il faisait le tour des services, accompagné d'un directeur de la direction générale et de plusieurs cadres... cette fois en dehors de leurs heures de travail habituelles.

Inquiet de notre mouvement, le directeur !

Correspondant LO

## CE N'EST PAS UN MIRACLE

Le nombre d'emplois à temps partiel connaît un développement spectaculaire, révèle une étude du ministère du Travail. Pas étonnant, puisque cette forme d'embauche permet aux patrons de bénéficier d'une exonération de 50 % des charges sociales. Il suffit pour cela de remplacer des emplois à temps plein par des emplois à temps partiel.

Le père Noël existe, pour les patrons.



GAMMA : VIOT

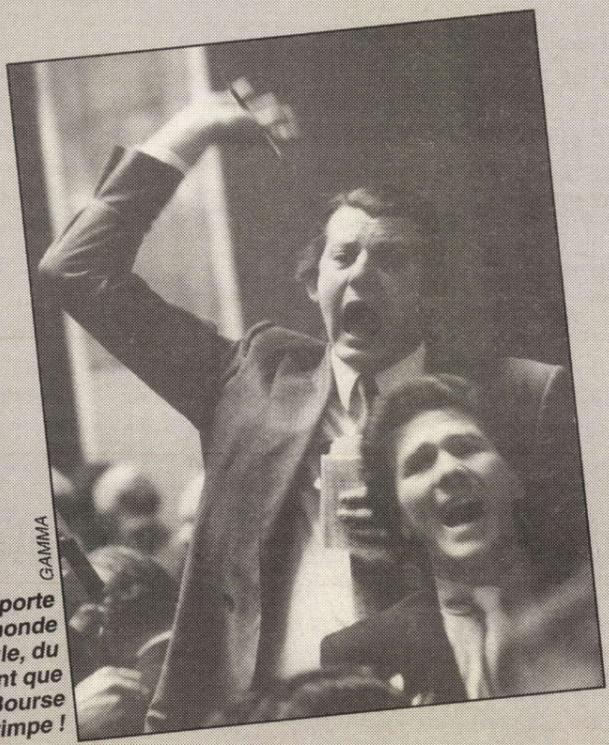
A travail partiel, salaire partiel !

## LES (BONNES) ACTIONS SONT RÉCOMPENSÉES

La Bourse de Paris ainsi que les principales places boursières du monde viennent une nouvelle fois de crever leur plafond historique en cette fin d'année.

Pourtant, le chômage n'a jamais été aussi important. L'industrie se réduit. La consommation diminue. C'est l'époque des sans-abri et des restos du cœur... Il n'y a que la Bourse pour pavoiser.

Il y a ceux qui gagnent de l'argent en dormant, et il y a ceux qui couchent dehors sans dormir, faute d'argent.



GAMMA

Qu'importe si le monde coule, du moment que la Bourse grimpe !

## SNECMA (Gennevilliers-92)

# LES GARDIENS ONT GAGNÉ !

A la SNECMA Gennevilliers, le mouvement des gardiens de la société LPS a obtenu gain de cause. Les négociations du mardi 21 décembre ont officialisé les propositions, jusque-là orales, faites aux grévistes : à savoir 200 F brut uniformes pour tous les embauchés d'avant mars 1992, plus un ensemble de primes (panier, nuit) se montant à 205 F net, soit au total une augmentation de 405 F pour tous les nouveaux embauchés.

Pendant plus de deux semaines les directions LPS et SNECMA se sont mobilisées pour casser l'action des gardiens. Ces derniers, en faisant la grève du zèle, ont sérieusement perturbé l'entrée dans l'usine, provoquant d'importants embouteillages.

La direction SNECMA, qui disait ne pas être responsable de cette situation, se re-

trouvait pourtant tous les matins aux portes de l'usine, accompagnée d'huissiers et d'un représentant de la sécurité SNECMA connu pour ses antécédents à la DST, pour faire pression sur les grévistes.

Elle ouvrait par surprise des portes le long de la Seine et de la A86, pour que certains cadres puissent rejoindre leur poste.

Tout cela évidemment au nom de la "liberté du travail".

Devant une porte de secours ouverte par la direction, un gréviste s'adressait aux travailleurs : "A gauche, c'est la porte anti-gréviste ouverte par la direction SNECMA ; et tout droit c'est la solidarité !"

Un salarié interpellait le chef du personnel figé : "Vous ne croyez pas que ce serait mieux de céder aux grévistes plutôt que d'avoir ce bordel aux portes ?"

De nombreux salariés préféreraient se diriger vers la porte des grévistes pour affirmer leur solidarité, sans se soucier du fait que la direction faisait courir le bruit que les retards ne seraient pas payés.

Même la police de Gennevilliers, appelée par la SNECMA pour évacuer une voiture qui bloquait une porte, finissait par plaisanter avec les grévistes : "Nous aussi, on a des problèmes de salaires et d'effectifs".

Au bout du compte, si les grévistes n'obtiennent pas les 700 F uniformes qu'ils réclamaient au départ, ils n'en sont pas loin. Pour tous, ce résultat est perçu comme une victoire des grévistes et même des travailleurs de la SNECMA, qui finissaient par reprendre le slogan des gardiens : "On a gagné !"

Correspondant LO

## CLECIM (Saint-Chamond-42)

# LES PETITS FOURS NE SONT PAS BIEN PASSÉS

Les 370 salariés de Clecim à Saint-Chamond, dépendant du groupe anglais d'engineering Davy, spécialisé dans l'étude et la réalisation de matériels pour la sidérurgie, se sont d'abord vu confirmer que, pour 1993, les augmentations de salaire des ETAM (employés, techniciens, agents de maîtrise) seraient bloquées à 1,4%. Pour les cadres, cette augmentation serait égale à zéro. Ceci malgré les 102 millions de bénéfices. L'intéressement, lui, serait égal à celui de 1989, bien que les bénéfices de cette année 1993 aient été trois fois plus élevés que ceux de 1989.

Des dessinateurs, dans un secteur, ont décoré leur poste de CAO avec des étiquettes : "DAO = Dessinateurs Augmentations 0". Les cadres, qui représentent un tiers du personnel, ont eu aussi leur idée. Certains, à l'appel de la

CGC, ont barré leur badge d'un "0%". Même des chefs de service se sont associés à cela.

Le "geste" suivant de la direction fut d'annoncer qu'elle comptait, en matière de mutuelle d'entreprise, faire adhérer tout le personnel à une assurance liée au groupe Malakoff. Y compris les bas salaires, qui dépendaient d'une mutuelle locale, seraient inscrits à cette assurance, jusque-là réservé aux coefficients supérieurs à 305. Personne n'était satisfait de cette mesure. Si bien que le référendum lancé par la direction sur cette question se retourna contre elle, puisque 66% des votants se prononcèrent contre sa proposition.

Et, quelques jours avant Noël, le dernier "paquet cadeau" de la direction fut d'organiser un "petit" arrosage réservé à 80 personnes. Pour les

remercier d'avoir travaillé sur la construction d'une usine d'aluminium en Egypte, contrat particulièrement juteux. Le lundi 20 décembre, les employés allant prendre leur repas au restaurant d'entreprise eurent la surprise de voir amener, par un traiteur local haut de gamme, force petits fours, boissons et autres ingrédients pour un "pot" réussi.

Le hic c'était que, sur les 80 personnes invitées, la moitié n'avaient été concernées en rien par ce projet : le seul boulot qu'ils eurent à fournir, ce fut de lever le coude pour cet arrosage. En revanche ceux et celles qui avaient vraiment travaillé sur cette affaire, les dessinateurs, les secrétaires et le service reprographie, n'avaient eux pas été invités.

Pas de pot !

Correspondant LO

# PANCHO VILLA et la Révolution

# Mexicaine de Manuel Plana

Ce petit livre, richement illustré, dans une conception qui s'apparente à celle de la collection *Découvertes*, est autant une évocation de la personnalité de celui qui fut, avec Zapata, un des chefs révolutionnaires des paysans mexicains insurgés, que plus généralement de la révolution mexicaine de 1910 à 1920.

Au début de ce siècle, nous dit l'auteur, le Mexique comptait 15 millions d'habitants pour un territoire quatre fois grand comme la France. La majorité de la population vivait et travaillait à la campagne. Le pays comptait ainsi 3,5 millions d'ouvriers agricoles employés dans de grandes propriétés pour 100 000 mineurs et 500 000 ouvriers des différentes industries. 500 000 personnes habitaient à Mexico et quatre villes seulement dépassaient les 50 000 habitants.

En 1910, le pays était sous la férule du dictateur Porfirio Diaz depuis 34 ans. Son régime profita d'abord aux grands propriétaires terriens et aux investisseurs étrangers. Ce fut également une période d'industrialisation s'appuyant notamment sur l'exploitation minière et le développement du chemin de fer. Mais, à la fin de son règne, convergeaient aussi bien une crise politique qu'une crise sociale. Du côté des hommes de la bourgeoisie, ceux que Porfirio Diaz avait trop longtemps écartés du pouvoir rêvaient de prendre sa place. Tandis qu'en bas éclatait la puissante révolte d'une paysannerie assoiffée de terres.

De 1910 à 1913, Madero,

fils d'une riche famille industrielle et financière, prit le pouvoir. Il bénéficia au début de l'appui des armées paysannes, mais en lanternant la réforme agraire attendue par les paysans pauvres, il perdit ce soutien.

Le 25 novembre 1911, la rupture était consommée. Zapata, le leader d'une de ces armées paysannes, rompit avec Madero et appelait de ses vœux une révolution nationale satisfaisant les revendications paysannes, mettant en avant la nécessité de rendre aux paysans les terres communales dont les grands propriétaires les avaient spoliés. Les milieux les plus réactionnaires craignant une radicalisation de la révolution conspirèrent contre Madero, finalement déposé par le coup d'Etat du général réactionnaire, Huerta, en février 1913. Madero fut fusillé.

Cet assassinat ouvrit, en réaction, une deuxième phase de la révolution mexicaine. A partir de 1913, au sud, avec Zapata, comme au nord, avec Villa, les différents pouvoirs locaux conjuguèrent leurs efforts pour renverser le nouveau dictateur. C'est dans cette période que les deux chefs d'armées paysannes montrèrent leur talent de chefs militaires. Leurs exploits leur

valurent une renommée au-delà même des frontières mexicaines. Et Huerta fut renversé en 1914.

Dans une situation où le pouvoir était morcelé entre six à huit régions, une éphémère convergence en 1914, à Mexico, des armées de Villa et de Zapata ne porta pourtant aucun fruit. La question du pouvoir restait toujours partie remise. De fait, ils le laissèrent filer vers d'autres mains.

Jusqu'en 1915, au nord, Villa fit bien régner son autorité mais, au lieu de mettre en œuvre une réforme agraire radicale, il se contenta de faire gérer les grandes exploitations agricoles abandonnées par leurs propriétaires pour en tirer de quoi alimenter son armée. Quant à Zapata, il réalisa une réforme agraire et fit élire démocratiquement les responsables mais resta isolé dans l'Etat de Morelos. Même si cette expérience avait eu un peu plus de durée, il ne pouvait réussir en se tenant à l'écart d'un combat politique qui était national.

Leurs adversaires, Carranza puis Obregon, mirent à profit cette indécision. Entre 1917 et 1920, ils surent rallier aussi bien le soutien des Etats-Unis que ceux du mouvement syndical ouvrier, mettant ainsi en place le nouvel Etat de la bourgeoisie mexicaine qui

apprit, dès lors, à jouer le jeu de l'intégration des syndicats ouvriers, pour garantir la paix sociale.

Les hommes de la bourgeoisie firent payer à Villa comme à Zapata, la peur que leur avait inspirée la révolte des campagnes en les faisant assassiner, Zapata en 1919 et Villa en 1923.

Ces épisodes, et quelques

autres, ainsi que les principaux protagonistes de cette histoire et quelques documents, sont présentés simplement dans ce petit livre qui parvient à évoquer en peu de pages et avec clarté une révolution, pourtant assez confuse et plutôt mal connue. D'où son intérêt.

Jacques FONTENOY  
Editions Casterman-Giunti,  
128 p. 68 F.



Pancho Villa (à gauche) et Emiliano Zapata (à droite) le jour de leur entrée triomphale dans Mexico, le 6 décembre 1914.

## LUTTE OUVRIERE

(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des dirigeants de l'ex-Union Soviétique. Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car le communisme et le socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle. Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie. Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIERE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

La Société d'Éditions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 14 000 exemplaires. Composition : Point-Virgule Photocomposition - Paris. Impression : Roto de l'Île-de-France, 20, rue de la Victoire - 93150 Le Blanc-Mesnil - 48 65 32 75. Commission paritaire des publications n° 64 995.

## ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale 1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
- Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
- Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
- Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
- Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
- Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
- Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

## BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....

PRENOM : .....

ADRESSE : .....

CODE POSTAL et VILLE : .....

COMPLEMENT D'ADRESSE : .....

Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIERE - LUTTE DE CLASSE**, pour une durée de :

(rayer la mention inutile).

Ci-joint la somme de : .....

Règlement :  
- par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,  
- par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R - PARIS.

Argentine

UN "MIRACLE ÉCONOMIQUE" ... QUI DÉCLENCHE L'ÉMEUTE !

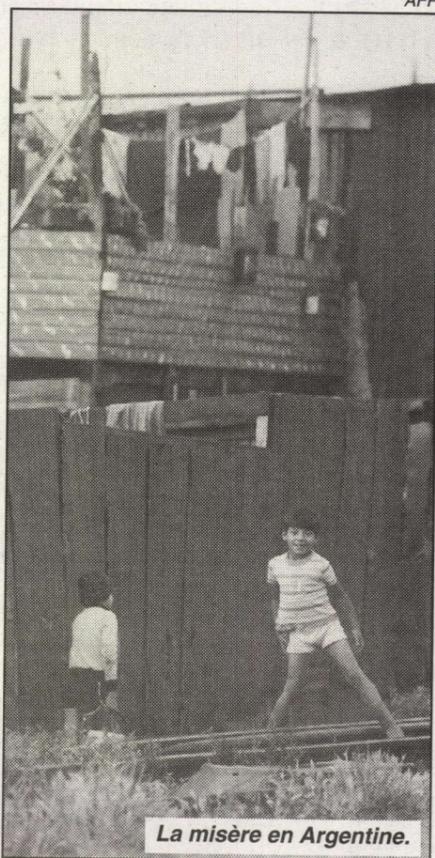
La province de Santiago del Estero, en Argentine, est située à 1 000 km au nord-est de la capitale Buenos-Aires. Dans cette région très pauvre, presque sans industries et avec beaucoup de chômage, bien des travailleurs ne survivent que parce qu'ils sont employés par les services municipaux ou provinciaux.

Or, depuis septembre dernier, sous prétexte de réduire les déficits de l'Etat, ces salaires ne sont plus versés. Pour les mêmes raisons, les retraités n'ont pas touché leur pension.

Depuis des mois, il y a eu des manifestations des travailleurs municipaux comme des retraités, dénonçant notamment la loi qui voudrait réduire le nombre des fonctionnaires, en le divisant par deux.

Mais vendredi 17 décembre, la colère a éclaté. Les manifestants étaient regroupés sur la place et attendaient le retour d'une délégation reçue au palais du gouverneur. Celle-ci est sortie, bredouille. L'émeute a alors commencé. Les manifestants ont lancé des pierres contre le bâtiment. La police est intervenue et les travailleurs présents ont brûlé des voitures. Le palais a été mis à sac. Meubles et tableaux ont été jetés par les fenêtres. Puis il a été incendié.

Les manifestants ont marché ensuite en direction de la législature, c'est-à-dire l'emplacement où se trouvent groupés le



La misère en Argentine.

Parlement et le Sénat de la province. Ils s'en sont pris ensuite aux tribunaux, puis aux résidences des dirigeants connus de la province.

Dans ces petites villes, tout le monde se connaît et l'emplacement des résidences des plus nantis, notamment les politiciens locaux, est connu. A titre de comparaison, certains hauts fonctionnaires gagnent 20 000 dollars par mois

(110 000 F environ) tandis qu'un jeune instituteur ne gagne que 190 dollars (1 045 francs environ).

Aussi les manifestants dénonçaient-ils la corruption et les profiteurs. "On dit des Santiaguenses qu'ils sont apprivoisés, dociles, parce que nous ne disons jamais rien. Eh bien cette fois-ci, ils vont voir. Il est temps de réagir, nous en avons assez de ces voleurs, de ces corrompus", a déclaré une employée municipale à la télévision argentine.

Des supermarchés ont été pillés au passage du cortège. Le gouvernement a fini par faire intervenir la police fédérale. On compterait neuf morts parmi les manifestants.

Des manifestations identiques ont eu lieu dans plusieurs villes de province, notamment dans la province de Rioja d'où Menem, l'actuel président péroniste, est originaire. Là, les manifestants ont protesté contre les morts de Santiago del Estero.

Menem a déclaré : "Nous serons inflexibles avec les agitateurs. Il est hors de question de revenir sur le plan d'ajustement". Mais, craignant que cette colère ne s'étende à tout le pays, son gouvernement essaye de calmer le jeu, en commençant à payer des arriérés de salaires ou de pension.

Dans les régions où la colère s'est manifestée, les archives et les livres de comptabilité ayant été brûlés par les manifestants, le gouvernement fait verser des sommes forfaitaires : 500 dollars aux employés (2 750 francs environ) et 300 dollars aux retraités (1 650 francs). A titre de comparaison, le montant mensuel d'une pension est de 140 dollars (770 francs).



Menem : "Nous serons inflexibles" !

A l'origine de cette colère, il y a le "plan d'ajustement" mis en œuvre depuis 1991 par le ministre de l'Economie du gouvernement péroniste, Domingo Cavallo, qui a permis de juguler une inflation galopante, ramenée de 5 000% en 1989 à 12% en 1993. Cette stabilité a été qualifiée de "miracle économique argentin". Mais le poids de ce prétendu miracle, qui profite aux nantis, repose sur les épaules des couches les plus défavorisées qui ont dû supporter salaires minimums, retraites bloquées, augmentation du chômage.

Mais, aujourd'hui, au moment où cette politique d'austérité se mène sans aucune retenue, ces réactions de révolte indiquent que la coupe est pleine.

J. F.

Vient de paraître

L'AVENIR DE L'HUMANITÉ, C'EST LE COMMUNISME

Texte des meetings d'Arlette Laguiller

Novembre-décembre 1993

Prix : 10 F

Envoi contre 12 F en timbres

Grande-Bretagne

Scandale autour des plans de retraite individuels

L'ÉTAT AIDE LES ASSUREURS À DÉTROUSSER LES SALARIÉS

Au moment où, en France, on parle de plus en plus de soulager les caisses de retraite au profit des plans de retraite individuels, un énorme scandale financier est en train de se développer en Grande-Bretagne autour de ces plans justement.

La retraite fonctionne en Grande-Bretagne un peu comme en France. La retraite de base y est encore plus dérisoire, mais tous les salariés ont accès à une retraite complémentaire, gérée soit par les employeurs, dans les grandes entreprises et le secteur public, soit par l'Etat. En revanche le financement en est assuré en partie par des cotisations sociales, en partie par les impôts.

En 1986, le gouvernement Thatcher créa un mécanisme permettant aux salariés de "racheter" leurs droits de retraite complémentaire, sous réserve de réinvestir dans l'un des nombreux plans de retraite individuels proposés par les compagnies d'assu-

rances privées. Pour allécher les salariés, le gouvernement fit miroiter des allègements fiscaux tandis que les compagnies d'assurances alignaient des chiffres mirifiques, proposant une somme forfaitaire disponible immédiatement, des mensualités modestes pour le futur, le tout pour une pension bien supérieure au système existant. Le financement, disaient les compagnies, serait assuré par les gains boursiers effectués grâce à un placement judicieux des fonds versés.

Au total, près de six millions de salariés se sont laissés prendre au piège. Une minorité d'entre eux, à qui des salaires élevés permettaient de payer des mensualités importantes, ne perdent pas au change, pas plus que s'ils avaient opté pour l'un des nombreux produits financiers boursiers offerts par le système bancaire. En revanche, la majorité, près de quatre millions, y a perdu, au point parfois qu'il ne leur reste plus

rien des cotisations versées au fil des années.

Le gouvernement et les compagnies d'assurances s'étaient bien gardés de souligner que, comme tout produit financier, ces plans individuels sont grevés de commissions et de frais de gestion dont le poids ne s'allège qu'à partir d'un certain niveau d'investissement. Or, bien sûr, la grande majorité de ceux qui se sont laissés embobiner par ces mensonges, étaient des bas salaires qui avaient besoin d'argent, en particulier des dizaines de milliers de licenciés des grandes entreprises (plus de 58 000 mineurs licenciés sont concernés par exemple).

Dans l'affaire, pas moins de 150 milliards de francs sont passés des caisses de l'Etat ou de celles des caisses de retraite d'entreprises dans les fonds spéculatifs des compagnies d'assurances. Et on estime que sur cette somme, les compagnies se sont

appropriées tout à fait légalement 20% du total sous forme de commissions diverses, soit 30 milliards de francs !

Le scandale est tel que la commission de contrôle de la Bourse de Londres a pris les devants. Il s'agit de limiter les dégâts et d'organiser une indemnisation des salariés dupés avant qu'ils ne s'avisent de traîner les empires financiers de l'assurance devant les tribunaux, ce qui pourrait créer une jurisprudence désastreuse et faire une très mauvaise publicité à Major.

En attendant, on parle de la constitution d'un fonds d'indemnisation et de permettre à ceux qui le souhaitent de revenir à leur ancienne caisse de retraite. Qui paiera la note ? On n'en sait encore rien, mais il y a toute chance que ce soit l'Etat, c'est-à-dire le contribuable, qui paie pour les profits volés par les compagnies d'assurances.

François ROULEAU